

**Union des Elèves, Etudiants et Stagiaires
Centrafricains au Maroc
(UESCAM)**

Tel. : +21279230124

+21267874375

Site : www.uescam.org

Rabat, 16 septembre 2006

A

La haute attention de Son Excellence
Monsieur **Elie DOTE** Premier
Ministre, Chef du Gouvernement.

Objet : Note d'Information

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

L'union des Elèves, Etudiants et Stagiaires Centrafricains au Maroc (UESCAM) a l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit.

Il y a de cela un mois, jour pour jour, que nous sommes entrés en grève pour revendiquer le paiement de nos trois années d'arriérées de bourse et les 41 titres de rapatriement pour nos compatriotes qui ont déjà terminé leurs études . Sur votre demande, les états de bourse faisant l'objet de notre revendication, vous ont été faxés en vue de décanter la situation.

Entre temps, vous nous aviez donné votre parole d'honneur, dès le premier jour de notre mouvement le mercredi 16 août 2006, que nous gardons en mémoire : « Faites moi confiance », « Je n'ai pas l'habitude de mentir, je vous paierai ».

Malheureusement, à ce jour, votre parole d'honneur reste sans effet concret et nous remarquons que les documents que vous avez demandés n'ont pas été pris en considération.

Contrairement à ce qui précède, le samedi 09-09-2006 le trésor public aurait décaissé 13.422 000 FCFA à l'ambassadeur M. Ismaila NIMAGA, soit disant la bourse de tous les étudiants Centrafricains au Maroc. Cette maigre somme destinée à payer, de manière discriminatoire, un trimestre de bourse (arrêtés 024, 09, 055, 050, 029) à une minorité d'étudiants, n'est pas la solution qui dénouera la crise. Et comme si ça ne suffisait pas, notre ambassadeur Ismaila NIMAGA en mission à Bangui, se permet le luxe de passer un communiqué radiodiffusé faisant croire à la population Centrafricaine que la situation des étudiants Centrafricains au Maroc est réglée.

Eu égard à ce qui précède, et pour éviter toutes dissensions entre nous, personne ne touchera cette somme. Par conséquent, nous réitérons nos exigences et vous demandons, par la même occasion de payer nos bourses conformément aux arrêtés expressément mentionnés dans le document qui vous a été faxé sur votre demande.

En vous priant de trouver une solution efficace à cette crise afin d'éviter qu'une surprise désagréable vous soit réservée lors de votre prochaine visite officielle au Maroc, veuillez croire, Excellence Monsieur le Premier Ministre, à l'expression de nos profonds respects.

Le Comité de crise